



SAPEURS-POMPIERS
du BAS-RHIN

SOUS-DIRECTION
PRÉVENTION, PRÉVISION
ET OPÉRATIONS

Groupement prévention

MAIRIE DE

- 7 JUIN 2023

67560 ROSHEIM

Strasbourg, le - 1 JUIN 2023

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Maire
Service Urbanisme
84 Place de la République
67560 ROSHEIM

BORDEREAU D'ENVOI

**PV de dossiers examinés en sous-commission départementale de la sécurité,
le Mardi 30 mai 2023 :**

- ⇒ Transmis pour attribution et notification à l'exploitant
- ⇒ Nombre de pièce (s) : 01

P./ le Directeur départemental,
Le Sous-directeur chargé de la prévention, la prévision
et des opérations

Lieutenant-Colonel Patrice PETIT

Copie : MH
PA
IR
(orig. 09)

Affaire suivie par :
Lieutenant-Colonel Patrice PETIT
Sous-directeur

Secrétariat : Mme Violette GROLL
Tél. : 03.90.20.70.11
Courriel : prevention.sis67@sis67.alsace

Nos réf. : SCDS du 30/05/2023

1 / 1



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE
DE LA SÉCURITÉ (SCDS) ERP - IGH
S.I.S. 67**

Strasbourg, le 30/05/2023

AVIS DE LA SCDS

Séance du 30/05/2023

PROCES – VERBAL

Conformément aux textes en vigueur, la Sous-Commission Consultative Départementale de la Sécurité dans les ERP / IGH a procédé à l'examen du dossier suivant :

MAISON DE L'ENFANCE CRECHE LA BOITE A LUTINS ROSHEIM

PC 067 411 22 R 0035

Réhabilitation et extension de la maison de la petite enfance



Rapporteur : Lieutenant RICHERT Marc

Références : SIS 67 - SG - D-2023-002137 - E-41167318286207

Adresse de l'établissement : 1 Place de l'Ancienne Gare 67560 ROSHEIM

RAPPORT D'ETUDE

I. GENERALITES

Demandeur : **Monsieur Michel HERR**
Maire de la ville de Rosheim

Maître d'ouvrage : **Monsieur Michel HERR**

Maître d'œuvre : **Madame Mélanie STEGER**

Vérificateur des travaux : **ALPES CONTROLES**

Service instructeur : **ATIP MOLSHEIM**

Réceptionnée au SIS 67 le : **26/01/2023 complété le 21/03/2023 et le 05/04/2023**

Détail des documents étudiés

Intitulé	Version ou date	Commentaires
Notice de sécurité	Décembre 2022	
Jeu de plans	15/11/2022	
Cerfa n° 13824*04	12/12/2022	

Principales réglementations applicables

Code général des collectivités territoriales (art. L1424-2, L2213-32, L2225-1 à L2225-4, R2225-2 à R2225-10)

Code de la construction et de l'habitation, dispositions relatives aux établissements recevant du public (art. R.143-1 à R.143-47 et R.157-1 à R.157-4)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié, dispositions générales applicables aux ERP du 1er groupe

Arrêté du 4 juin 1982 modifié, dispositions particulières applicables aux ERP du type R et X

Arrêté du 31 janvier 1986 modifié, dispositions applicables aux bâtiments d'habitation

Arrêté du 23 juin 1978 modifié concernant les dispositions dans les chaufferies

Arrêté préfectoral du Bas-Rhin du 15 février 2017 portant approbation du règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie

II. ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DE L'ETABLISSEMENT

Le présent rapport technique est basé sur les informations et données transmises par le pétitionnaire au service instructeur. A ce titre et afin d'établir un avis, il reprend uniquement les éléments figurant dans le corpus de documents joint à la demande et ne saurait dès lors refléter l'exacte ou la définitive configuration de l'établissement.

Il revient à la maîtrise d'ouvrage d'établir les installations ou équipements en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, celle-ci doit procéder pendant les travaux aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés. (Articles R. 143-34 du CCH et GE 8)

Aperçu de l'établissement existant

Le bâtiment se situe en début de zone industrielle à l'Est du centre ville. Il est bordé au Sud par l'Avenue de la Gare (RD 35), à l'Ouest par un parking desservant le bâtiment et le local du football club, au Nord par le stade de football et à l'Est par des habitations. Il comporte :

1^{er} étage :

- 1 salle d'éveil,
- 1 salle de réunion,
- des vestiaires,
- 1 salle associative,
- 1 bureau relais assistante maternelle.

Rez-de-chaussée :

- 1 accueil,
- 3 salles d'éveil,
- 2 bureaux,
- 1 cuisine,
- 1 lingerie,
- des sanitaires,
- 1 locale poubelle.

Sous-sol :

- 1 local chaufferie gaz,
- 1 local électrique,
- des locaux de rangements.

Historique

2003	Construction de l'établissement
2003	Ouverture au public
11/03/2004	Visite périodique – Avis favorable
15/10/2009	Visite périodique – Avis favorable
04/12/2014	Visite périodique – Avis favorable
09/01/2020	Visite périodique – Avis favorable

Description des travaux et de l'établissement projeté

Le projet porte sur :

- l'extension (dortoir de 30 m²),
- le remplacement des menuiseries (fenêtres),
- la mise en place de deux portes de recoupement en va-et-vient au rez-de-chaussée.

La demande ne comporte aucune demande de dérogation ou d'avis.

Les travaux seront réalisés en présence du public.

Classement

Avant travaux

Type : R

Catégorie : 4^{ème} pour 95 personnes dont 70 au titre du public

Détail des activités ou exploitations :

Activités ou exploitations		Effectifs	
Nature des activités et locaux concernés	Type(s)	Public	Personnel
1 ^{er} étage	R	15 <i>sur déclaration</i>	6
Rez-de-chaussée	R	55 <i>sur déclaration</i>	19
Au sous-sol : les locaux techniques (chaufferie gaz, local électrique, rangements)	-	-	-
Totaux	R	70	25

Après travaux

Type : R

Catégorie : 4^{ème} pour 108 personnes dont 94 au titre du public

Détail des activités ou exploitations :

Activités ou exploitations		Effectifs	
Nature des activités et locaux concernés	Type(s)	Public	Personnel
Au 1 ^{er} étage	R	44 <i>sur déclaration</i>	6
Au rez de chaussée	R	50 <i>sur déclaration</i>	8
Au sous-sol : les locaux techniques (chaufferie gaz, local électrique, rangements)		-	-
Totaux	R	94	14

Implantation



Desserte

Hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public par rapport au niveau d'accès des secours < 8m

2 façades sont accessibles aux échelles aériennes.

Isolement par rapport aux tiers

Établissement à risque courant.

Pas de tiers à moins de 8 m sur trois façades.

La façade Est, côté habitations, est aveugle et coupe feu 2 heures.

Construction

Structure

Matériaux et éléments constitutifs : Béton armé.

Résistance au feu : SF 1/2h

Plancher

Matériaux et éléments constitutifs : Carrelage ou linoléum sur dalle béton.

Résistance au feu : CF 1/2h

Couverture

Matériaux et éléments constitutifs : Toiture terrasse avec étanchéité bitumeuse recouverte de graviers.

Réaction au feu : réputée conforme.

Façades

Matériaux et éléments constitutifs : Maçonnerie décorative sur béton armé, bardage bois et PVC translucide.

Réaction au feu : Réputée conforme.

Distribution intérieure

Cloisonnement traditionnel.

Mes murs entre locaux à risques courants : pare-flammes de degré ½ heure.

Les murs entre locaux à risques courants et dégagements protégés : coupe-feu de degré ½ heure.

Aménagements intérieurs

	Sols	Parois verticales	Plafonds
Locaux Dégagements non protégés	M4	M2	M1

Gros mobiliers : M3.

Dégagements

Niveaux Locaux	Effectifs	Cumul	Dégagements exigés	Dégagements réalisés
1 ^{er} étage	44 + 6*	50	1 esc. totalisant 1 UP	2 esc. totalisant 3 UP
Rez-de-chaussée	50 + 8*	58	2 S totalisant 2 UP	3 S totalisant 9 UP
Total de l'établissement	108 personnes		2 S totalisant 3 UP	3 S totalisant 3 UP

*L'effectif du personnel s'ajoute à celui du public pour le calcul des dégagements.

Saillie ou dépôt : aucun.

Balisage : indiqué.

Ouverture des portes :

- dans le sens de la fuite pour les locaux de plus de 50 personnes : oui ;
- par simple poussée ou une manœuvre facile : oui.

Portes à fermeture automatique : aucune.

Portes de types spéciaux : aucune.

Cul-de-sac de plus de 10 mètres : aucun.

Distance maximale à parcourir : satisfaisante.

Dispositions relatives à l'évacuation des personnes handicapées conformément à l'article GN 8 (arrêté du 24 septembre 2009) :

Au 1^{er} étage :

Mise en sécurité des PMR sur la terrasse située au Nord/Ouest (le point le plus éloigné de la façade est à 8 mètres).

Au rez-de-chaussée :

L'établissement dispose de sorties de plain-pied avec l'extérieur, les personnes à mobilité réduite pourront évacuer par leurs propres moyens.

Désenfumage

Local ou dégagement désenfumé	Tirage	Commande	Commentaire
Exutoires manuels dans les cages d'escaliers.	Naturel	Manuelle	

Électricité et éclairage

Installation électrique

Source d'alimentation principale : réseau public en basse tension

Puissance de l'installation : inconnue.

Source de remplacement : aucune.

Organe de coupure d'urgence situé à l'entrée.

Installation de protection contre la foudre : aucune.

Installation photovoltaïque : aucune.

Éclairage

Éclairage normal : électrique.

Éclairage de sécurité : blocs autonomes.

Chauffage, climatisation et ventilation

Chauffage et climatisation

Mode de production, énergie et puissance : gaz – puissance > 70 kW.

Mode de distribution : inconnue.

Stockage de combustible : aucun.

Ventilation

VMC de confort.

Risques particuliers

Locaux à risques :

- chaufferie : coupe-feu de degré 2 heures + porte coupe-feu de degré 1 heure ;
- local poubelle : coupe-feu de degré 2 heures + porte coupe-feu de degré 1 heure ;
- cuisine : coupe-feu de degré 1 heure + portes coupe-feu de degré ½ heure ;
- archives.

Aucune installation de gaz combustible ou hydrocarbure liquéfié.

Gaz méthane alimenté par réseau public.

Puissance des appareils de cuisson et de remise en température inférieure à 20 kW.

Moyens de secours

Défibrillateur automatisé externe

Non précisé.

Points d'eau d'incendie

3 PEI à proximité (Capacités inconnues).

Moyens d'extinction

Extincteurs portatifs.

Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers

Plans d'intervention.

Service de sécurité incendie

Personnel désigné.

Système de sécurité incendie

Aucune détection d'incendie.

Aucune fonction de compartimentage.

Fermeture de la porte CF asservie à un détecteur autonome déclencheur (DAD).

Alarme de type 4 avec :

- diffusion générale ;
- aucune temporisation ;
- signal sonore.

Moyen d'alerte

Téléphone fixe ou sans fil (utilisant le réseau filaire public) et fonctionnant en l'absence de source normale d'alimentation électrique.

Téléphone portable (réseau cellulaire).

III. PROPOSITIONS

Prescriptions

1. Respecter les dispositions de la notice de sécurité et des plans fournis, complétées et modifiées comme suit. (R143-22 du CCH)
2. Respecter les prescriptions émises dans le procès-verbal de la visite périodique du 09/01/2020. (R143-34 du CCH)
3. Établir les installations ou équipements en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, procéder pendant la construction aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés. (R143-34 du CCH et GE8)
4. Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation. Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution, à l'isolement du lieu de travail et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises. Si la durée des travaux doit excéder 24 heures ou que l'évacuation des personnes risque d'être perturbée par ceux-ci, en application de l'article GN 6 une demande doit être faite et déposée 15 jours au moins avant le début des travaux à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues tant pour la réalisation des travaux et l'isolement du « chantier » par rapport au reste de l'établissement, que pour l'évacuation du public. (GN 13)
5. Solliciter le passage de la commission un mois au moins avant la date d'ouverture ou de réception souhaitée. (Article 43 du décret du 8 mars 1995)

Recommandation

Un guide relatif à la prévention des risques d'incendie et de panique à destination de l'exploitant est disponible sur Internet à cette adresse :

<https://www.sis67.alsace/fr/sis-67/prevention/guide-de-lexploitant>

Avis

Le rapporteur rappelle que la poursuite de l'exploitation de l'établissement fait l'objet d'un avis favorable.

Le rapporteur propose à la SCDS d'émettre un avis favorable à la demande de réhabilitation et extension de la maison de la petite enfance (PC 067 411 22 R 0035).

**AVIS ET PRESCRIPTIONS DE LA CCDSA / SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA
SECURITE DANS LES ERP / IGH (SCDS) :**

• **MEMBRES DE DROIT PRESENTS :**

- Président : **M. Simon PETIN**
- SIS : **Lt-Col Raphaël DOUET**
- DDT : **Mme Céline MARECHAL**

• **PRESCRIPTIONS DE LA SCDS :**

1. Respecter les dispositions de la notice de sécurité et des plans fournis, complétées et modifiées comme suit. (R143-22 du CCH)
2. Respecter les prescriptions émises dans le procès-verbal de la visite périodique du 09/01/2020. (R143-34 du CCH)
3. Établir les installations ou équipements en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, procéder pendant la construction aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés. (R143-34 du CCH et GE8)
4. Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation. Si exceptionnellement de tels travaux doivent être entrepris en présence du public les précautions relatives à la qualification du personnel chargé de leur exécution, à l'isolement du lieu de travail et à l'intervention immédiate des moyens de premiers secours doivent être prises. Si la durée des travaux doit excéder 24 heures ou que l'évacuation des personnes risque d'être perturbée par ceux-ci, en application de l'article GN 6 une demande doit être faite et déposée 15 jours au moins avant le début des travaux à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues tant pour la réalisation des travaux et l'isolement du « chantier » par rapport au reste de l'établissement, que pour l'évacuation du public. (GN 13)
5. Solliciter le passage de la commission un mois au moins avant la date d'ouverture ou de réception souhaitée. (Article 43 du décret du 8 mars 1995)

• **AVIS DE LA SCDS :**

Après avoir consulté le rapporteur en matière de sécurité incendie et de panique, la CCDSA / Sous-Commission Départementale de la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP / IGH émet un **AVIS FAVORABLE** à la demande de réhabilitation et extension (PC 067 411 22 R 0035) de la MAISON DE L'ENFANCE – CRECHE LA BOITE A LUTINS, 1 Place de l'Ancienne Gare à ROSHEIM.

Et rappelle que la poursuite de l'exploitation de l'établissement fait l'objet d'un avis favorable.

Notifié à l'autorité de police :
(Art. 42 du décret du 8 mars 1995)
Maire de ROSHEIM

Copie à :

- . Sous Préfecture de Molsheim
- . SIS
- . DDT
- . Gendarmerie
- . Atip Molsheim

Le Président,

**Monsieur Simon RETIN
Adjoint au chef du SIDPC
Direction des Sécurités**

